

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 228  
VENDREDI 12 MAI 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

Après 11 semaines de lutte  
L'ÉCHEC DE LA GRÈVE  
MICHELIN  
sonne le glas des  
méthodes périmées  
de combat

## PIERRES ET EDIFICE

On accuse parfois les anarchistes de nihilisme. On nous dit : vous êtes « anti » par principe, vous ne rêvez que chambardement, mais vous ne proposez rien pour remplacer ce que vous entendez détruire.

Ces accusations procèdent ou d'une ignorance totale des idées constructives de l'anarchisme ou de la mauvaise foi. Croit-on que depuis plus d'un siècle une pléiade de penseurs, sociologues, économistes, syndicalistes, savants, nous pensons à Bakounine, Proudhon, Kropotkine, E. Reclus, James Guillaume et nous en passons une infinité, aurai-je pu accumuler des centaines d'ouvrages d'érudition sur le vide ?

L'auteur de ces lignes fit un jour la proposition suivante à un conservateur :

Apportez-moi une solution rationnelle à un problème social de votre choix et je me déclarerai vaincu. Bien entendu la réponse se fait toujours attendre, rien ne pouvant être dissocié de l'ensemble, la solution d'un seul problème étant rigoureusement subordonnée à la transformation et à la réorganisation complète de toute la société.

Celui qui pour la première fois lit ce journal est sans doute en droit de se demander ce que nous proposons. Il sent que nous avons raison, que nos critiques sont pertinentes, mais s'il se limite à la lecture d'un ou de deux numéros du « Libertaire » il risque de rester sur sa faim.

Ce serait tomber dans la démagogie des politiciens que de prétendre rétablir l'harmonie de la situation sociale au moyen de la magie de quel que programme en x points. Tout le monde d'ailleurs connaît ces formules creuses, telles : économies, équilibre budgétaire, justice sociale, qui ne résolvent absolument rien, mais qui justifient l'onéreux entretien d'une nuée de parasites.

C'est grâce à un travail constant, des études poussées concernant les problèmes économiques, financiers, sociaux, philosophiques, qu'apparaissent les fondations de la société future. Mais l'universalité de l'anarchisme nous place dans la servitude de ne pouvoir présenter qu'une pièce à la fois d'un ensemble forcément complexe puisqu'il embrasse toutes les activités humaines sans exception aucune.

Notre lecteur, donc, ne verra qu'une pierre, mais l'édifice lui échappera, les nombreux problèmes que nous avons déjà étudiés dans notre page « Culture et Révolution », par exemple : la distribution, la monnaie, le bâtiment, en ce moment : la grève gestionnaire, l'Etat, n'étant reliés les uns aux autres que par la méthode fédéraliste. Or, cette méthode étant de la même essence que la méthode cartésienne on conviendra qu'il est impossible de pénétrer d'emblée dans un monde aussi nouveau que celui que nous offre l'anarchisme.

Nous sommes convaincus que le « progressisme » a fait son temps. La décadence du capitalisme, la montée du totalitarisme, les menaces de guerre, la vétusté des codes, opposent des obstacles de plus en plus infranchissables à l'évolution pacifique vers des rapports sociaux équitables. Et il nous faut briser avec les habitudes, les modes de pensées, les orthodoxies financières, les mythes de la patrie, de la religion et du reste si nous entendons nous désolidariser d'une société vouée aux géométries. Ce « tout ou rien » est à l'origine de la confusion qu'éprouvent ceux qui prétendent nous juger d'après une lecture occasionnelle du « Libertaire » ou encore de ceux qui n'accordent au mot : anarchie que le sens péjoratif. Autre servitude qui place les révolutionnaires dans une sorte de « no man's land » où s'édifie dans l'abstrait la Cité Nouvelle.

Notre tâche est donc de préfigurer cette Cité par l'incessante diffusion de nos idées. Par l'éclat que jette telles ou telles leurs sur tel ou tel problème. Par la fusion de toutes ces lueurs en un seul et puissant rayon qui tracera au peuple la voie révolutionnaire.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.O.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Four changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande

## VERS L'ACTION GESTIONNAIRE

# La grève, arme émoussée du prolétariat?

### Face à la puissance de l'Etat-Patron et du Patronat la gestion ouvrière remplacera la grève revendicative

La grève, arme émoussée du prolétariat, telle est la conclusion de J. Fabiani dans l'article leader de *Combat* (8-5-50). Si c'est à la grève sous sa forme traditionnelle revendicative que Fabiani fait allusion, nous ne pouvons que souscrire. Ne l'aurions-nous pas assez répété ? Bien mieux, nous avons démontré à plusieurs reprises qu'une augmentation des salaires — but généralement visé par la grève — est illusoire, et qu'en définitive cette hausse se répercute sur les prix de vente.

State Département dont les impératifs diplomatiques ne coïncident pas toujours avec les volontés d'expansion des monopoles américains. Ainsi, un peu partout dans le monde, l'Etat, hier libéral s'orientait présentement vers le totalitarisme dont il porte les germes. Et seul un totalitarisme s'exerçant dans l'économie et le politique peut pallier certaines de ses faiblesses. Et si l'évolution n'est pas aussi rapide qu'il serait nécessaire, c'est d'une part fonction de la médiocrité des politiciens et des intérêts personnels qui les séparent, et d'autre part en raison des pressions déterminantes des

U.S.A. à cet égard. En effet, le Département d'Etat — lequel est dirigé — serait favorable à un régime semi-libéral en France : libéralisme économique et dirigisme politique — lire anti-stalinisme et répression ouvrière.

Face à cette puissance Etat-Patron disposant de nombreux moyens de coercition (loi, magistrature, police armée), la grève professionnelle revendicative apparaît impuissante et sans effets, si ce n'est — dans le meilleur des cas — qu'une très faible augmentation bien vite résorbée par la hausse des prix ou l'accélération des cadences de production. Donc, dans ce type de conflit, malgré les déclarations hypocrites de Bidault, l'Etat et par voie de conséquence le patronat sont les vainqueurs. Est-ce à dire que nous allons conclure à l'instar de James Burnham et de Fabiani que la « socialisation » est impossible et que toute grève est en soi inutile ? Certes non ! Mais nous voulons insuffler aux grèves à venir un nouvel esprit, de nouvelles ambitions et un nouvel objectif : LA GESTION OUVRIERE (pas cette gestion asservie, type sécurité sociale dont les politiciens émaillent leurs balbutiements).

Aussi nous n'accordons aucun crédit

dit à la proposition de Fabiani de créer une « magistrature du travail » échappant à l'emprise du patronat et de son plus fidèle allié l'Etat ». Cette proposition aboutit en fait à promouvoir l'institution d'une commission des conventions collectives indépendante des deux catégories d'employeurs et statuant dans les intérêts des travailleurs. Mais qui participerait à cette magistrature ? Quels seraient les éléments la composant ? Les travailleurs eux-mêmes ? Mais alors, si le prolétariat a les possibilités d'imposer une législation du travail qui lui soit favorable, il n'en a plus besoin, sa force étant un gage même contre la répression. Et dans ce cas il doit employer son énergie dans un autre domaine : la gestion ouvrière.

Simon d'où sortiraient les « magistrats » du travail ? Des centrales syndicales ? Comment peut-on déterminer leur degré d'indépendance à l'égard de l'Etat et même du patronat (accords Matignon et du Palais Royal). Selon quel critère se fera la représentation des intéressés ? Par des élections ? Nous avons trop l'expérience de la platitude des syndicalistes du moment pour nous faire la moindre illusion sur la virilité d'une telle commission.

Que faire alors contre l'Etat et le patronat sinon leur ôter toute possibilité de s'exercer — Et ce n'est qu'en les rendant caducs par l'extension des gestions ouvrières que le prolétariat trouvera pour la socialisation.

La seule méthode — qui reste à expérimenter — et nous nous y employons, est la grève gestionnaire. Et nous concluons : la grève revendicative est une arme périmée, place à la gestion ouvrière.

José LANEN.

## L'affaire HARDY

Le procès Hardy, deuxième édition, qui vient de se terminer par l'acquiescement de l'accusé, aura laissé entier un certain nombre de problèmes que les protagonistes prétendaient résoudre au cours de ces débats.

Nous n'essayerons pas ici de répondre mieux que la justice militaire aux inconnus de cette « cause » et que l'homme, ait franchi les bornes dressées par les lois pour jalonner, délimiter leurs champs de carnage, reste une affaire à régler seulement entre ceux pour qui ces lois représentent des vérités essentielles, ce qui n'est pas notre cas.

Mais le procès Hardy a posé un autre problème qui n'est pas près d'être résolu. C'est celui de l'homme tel qu'il est et de ses rapports avec l'homme qu'il voudrait être, qu'il se forge lorsqu'il laisse aller son imagination, à celui qu'il essaye d'être lorsque, forçant sa nature, faisant taire sa peur, il s'élance en dehors de lui-même pour rejoindre son rêve.

La Résistance, la collaboration ont posé nettement le problème du paroxysme à travers l'exaltation. L'homme est sorti de lui-même pour tracer les contours de l'être qu'il voulait être. Il a marché dans les nuages, en état de grâce. Seule, dame « la peur », réticente pleine de bon sens de la machine humaine lui a rappelé qu'il avait entre l'homme et le « héros » autre chose que l'épaisseur d'une littérature romantique, la méchanceté des hommes (Suite page 4, col. 5.)

## PERMANENCE DE L'EFFORT

Le bilan que nous publions ci-après se passe de commentaires. Tous nos amis verront du premier coup d'œil que le *Libertaire* est lourdement « déficitaire » et que son existence est strictement subordonnée à leurs efforts, à leurs efforts permanents.

Le mois d'avril, grâce à la « Quinzaine du *Libertaire* », qui a rapporté 116.098 francs, a été légèrement bénéficiaire. Mais il reste encore un déficit antérieur de 651.694 francs à combler.

Comment pourrait-il en être différemment ? On voudrait que le *Libertaire* se trouve placé devant le dilemme : crever ou se soumettre. Eh bien ! nous refusons ce dilemme, nous démontrerons que c'est un faux dilemme, nous ne nous soumettrons jamais et nous ne creverons pas.

A l'effort permanent des hommes pour leur libération s'ajoutera l'effort permanent du *Lib.* Car nous savons bien que ses amis, ses lecteurs, ses militants ne reculeront devant aucun sacrifice pour lui assurer son existence. Ils le feront non seulement pour lui, mais pour eux-mêmes. Si le *Lib.* venait à disparaître, tous leurs efforts tomberaient dans le vide, la pensée révolutionnaire aurait perdu son dernier support matériel.

Effort opiniâtre, tendu, permanent, oui, c'est ce qu'exige la volonté de vivre, la volonté de vaincre.

Amis, le *Libertaire* ne peut pas mourir ! Nous et vous, nous en porterions devant les hommes l'écrasante responsabilité.

DEFICIT AU 31 MARS 1950 : 668.004  
AU 30 AVRIL

RENTREES		SORTIES	
Ventes .....	286.142 »	Impression .....	272.126 »
Abonnements .....	61.035 »	Papier .....	103.200 »
	347.177 »	Exp. Abonnements .....	19.451 »
SOUSCRIPTIONS DU MOIS .....	116.098 »	Photogravure .....	2.183 »
	463.270 »	Permanents .....	34.000 »
Dépenses .....	446.960 »	Divers. Transport .....	16.000 »
	16.310 »		446.960 »

Déficit antérieur 668.004—16.310=651.694  
Nouveau déficit 651.694

Lecteurs du «Libertaire»! Retenez cette date:

VENDREDI 26 MAI 1950

à l'occasion du CONGRÈS NATIONALE de notre Fédération:

SALLE GRAND MEETING SALLE  
WAGRAM WAGRAM

Les orateurs de la Fédération Anarchiste traiteront:

Les conditions de lutte des ouvriers dans les usines

Cependant les « Trois Grands » (U.S.A., France et Royaume-Uni) qui, dans quelques jours, vont se réunir à Londres pour une « ième » conférence, veulent aller au plus pressé : tenter un effort suprême pour dégager un terrain d'entente aux nations européennes. Et c'est juste à cet instant que les divergences se font jour entre M. Bidault et M. Schuman. Que les U.S.A. posent avec plus d'urgence la question du réarmement allemand. Que la situation intérieure des pays intéressés s'aggrave. Que Trieste s'enflamme. Et que la propagande hypocrite des « Partisans de la Paix » prend une ampleur bien désagréable pour ceux qui se sont engagés sur les chemins tracés par les stratèges d'outre-Atlantique. Encore passons-nous sous silence l'attitude de l'Angleterre préférant comme toujours une position d'équilibre à une option sans équivoque pour l'Europe ou pour l'Amérique.

L'Indochine

Nous ne reviendrons pas sur certains incidents (le différend Bidault-Schuman par exemple) et qui déjà appartiennent à la petite histoire. L'Oncle Sam ayant suffisamment d'autorité pour les écarter d'un simple geste soyons-en sûrs.

En ce qui concerne l'Indochine, la discussion sera sans doute plus âpre. Dean Acheson voudrait que la France accordât au Viet-Nam une autonomie beaucoup plus large, que les armements soient affectés aux troupes d'un Bao-Dai promu à la même dignité que le président des E.U. d'Indonésie, conformément à la doctrine anticolonialiste (2) américaine. Mais Schuman ne l'entend pas de cette oreille car il sait trop que sous ces belles paroles se dissimule l'espoir — pour le Département d'Etat — de supplanter purement et simplement la France en Indochine. Bao-Dai, en effet, serait alors forcé de passer sous les fourches caudines de Washington pour obtenir aide financière et militaire. Et c'est pourquoi l'Angleterre s'oppose également à ce projet afin de limiter au possible l'influence américaine en Asie. Qui sait ? Ne voudrait-elle supplanter les U.S.A. à Saigon grâce à l'excellent prétexte de la Malaisie qu'elle doit défendre contre le stalinisme ?

Gageons cependant que là comme ailleurs les hésitations provoqueront des cotes mal taillées, les « Trois Grands » au delà de leurs dissensions particulières, ayant un intérêt commun à la sauvegarde de l'Indochine. Et la guerre continuera, qu'elle soit menée par la France seule (le moins officiellement) ou par les U.S.A.

L'Allemagne

L'aspect européen de la conjoncture mondiale est sans doute le plus épineux. Il place les diplomates devant l'alternative suivante :

1° Ou l'Europe se libère de la sujétion américaine et revient à une certaine neutralité lui permettant d'être arbitre entre Moscou et Washington et de se soustraire aux obligations guerrières du Pacte atlantique.

2° Ou elle se lance à fond dans l'aventure, subordonne toute son économie à la course aux armements, transfère ses industries en Afrique du Nord, établit une

politique sociale d'oppression quasi totale, légalise le délit d'opinion.

Or le discours prononcé dimanche passé par V. Auriol est beaucoup plus près de la première proposition que de la seconde. On a remarqué qu'il s'est abstenu de parler du Pacte Atlantique, et qu'il s'est énergiquement élevé contre tout réarmement de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est. Il est revenu en arrière, il a évoqué les accords de Moscou du 26 décembre 1946 concernant le contrôle des armements et la sécurité collective. Cette position est donc diamétralement opposée à celle de M. Dean Acheson dont on connaît les projets de réarmement de l'Allemagne de Bonn et la volonté de transformer l'Europe occidentale en un bloc stratégique — avec comme arsenal, la Ruhr — le tout camouflé sous quelque prétexte d'intégration économique.

(Suite page 4, 1<sup>re</sup> col.)



Abonnez-vous

Nom : .....  
Prénom : .....  
Rue : ..... N° .....  
Lieu : .....  
Département : .....  
déclare souscrire un abonnement au  
*Libertaire* pour une durée de  
6 mois (1) ..... 250 fr.  
1 an (1) ..... 500 fr.  
et vous adresse ce jour un mandat  
votre C.C.P. 5561-76 Paris, Robert JOULIN.  
(1) Barrer la mention inutile.



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## La quinzaine de l'amabilité

Le percepteur envoyait ses sommes sur papier parfumé, aux Champs-Élysées, le champagne coulait à flots, à Aubervilliers les tuberculeux s'efforçaient de cracher discrètement.

Vous pensez, je n'ai pas voulu demeurer en reste. J'ai voulu fêter cette douce semaine de paix sociale. J'avais justement envie de pieds pendants. Mon régal, Hélas ! malgré mes 5 % d'augmentation, mon portefeuille était à sec. Et je me suis contenté d'un hareng. Avec le sourire.

OLIVE.

Les Français sont en général animés d'un esprit fort civique. J'ai pu m'en rendre compte au cours de la quinzaine de l'amabilité. Tous ont fait le maximum afin d'arrondir les angles au moyen surtout d'un langage choisi, fleuri même. Fleuri de bonnes intentions. Mon patron, par exemple, m'a tenu ce propos :

« Mon cher Olive, voilà cinq ans que j'ai l'honneur de vous compter parmi mon personnel, et j'espère que vous n'êtes jamais à vous plaindre de moi... »

Il faisait joujou avec un couteau de tranchée transformé en coupe-papier. Je n'en menais pas large.

« Aujourd'hui, j'ai décidé de vous assurer une augmentation substantielle. A partir du mois prochain, vous toucherez 5 % d'augmentation ! D'après les calculs auxquels je me suis livré, vous allez recevoir 60 francs de plus ! »

J'étais confondu. Cette quinzaine de l'amabilité, hein ? C'est quelque chose ! Partout je ne voyais que sourires, courbettes, grâce et beauté. Au bois, deux belles dames susurraient :

« Mon pékinos n'aura plus de perdreau... Vous comprenez, il faut marcher avec son siècle, consentir des sacrifices en faveur des braves ouvriers. Dorénavant je ne lui donnerai plus que du blanc de poulet... »

« Vous avez raison, ma chère. De mon côté, j'ai interdit à Marie de jeter les restes. J'en fais don aux soupes populaires... »

Les bouches avaient des allures d'aigus, les mains étaient jointes, pieusement. L'atmosphère était largement imprégnée de capital-travail. Les économiquement faibles dépassaient en souriant, sous les regards éplorés du ministre de la guerre. A la S.N.E.C. M.A., les C.R.S. avaient tous un œil à la boutonnière, les assassins s'exclamaient : « Permettez que je vous tranche la gorge ? » et en Indochine : « Permettez que j'emboîte ce petit garçon ». C'était délicieux ! Nous étions vraiment tous frères, la reconnaissance des Français était chose faite. Gaullistes et Communistes fraternisaient autour du drapeau tricolore, à la buvette de la Chambre l'union se scellait grâce aux pots-de-vin, et M. le ministre Feltin donnait l'accolade à Mourre. Les agents de police sur Yordre de M. Léonard, enveloppaient pudiquement leurs matras dans leur pèlerine et bousellaient sans bruit les crânes aimablement offerts. Les juges abandonnant les formules juridiques austères déclaraient en souriant : « L'honneur de la patrie étant incompatible avec votre objection de conscience, nous nous voyons dans la pénible obligation de vous héberger pendant 50 ans... »

Où encore : « Cher Monsieur, nous avons le regret d'avoir à vous francher la tête. Au nom du peuple français ! Donnez-vous la peine de vous assoir. »

Sous unique réserve de payer comptant, les commerçants vous donnaient tout ce que vous vouliez et avec, en prime, un sourire du plus gracieux effet.

## LES DISCOURS DOMINICAUX COMMENTAIRES

« La désobéissance aux lois et la violence n'assurent pas la justice sociale, elles engendrent seulement la misère et la servitude... »

P.-H. TEITGEN.

La désobéissance aux lois qui légalisent le luxe insolent des uns et la pauvreté du plus grand nombre, qui imposent aux hommes l'avilissante livrée de l'armée, qui perpétuent la guerre des piastres et blanchissent les politiciens corrompus est le premier devoir de tout individu animé d'un minimum de civisme. Pour que règne un jour la justice sociale il faut dénoncer une légalité qui n'est qu'imposture, il faut désobéir, attaquer sans relâche pour que la grande violence révolutionnaire puisse jeter bas un édifice institutionnel source de toutes les misères et de toutes les servitudes.

« Exporter est nécessaire pour assurer une pleine rentabilité agricole... »

Robert BURON.

Traduction : Nous sommes navrés qu'une production agricole excédentaire risque de perturber tous nos pronostics. Mais soyez sans crainte, chers électeurs, nous ferons l'impossible pour que les cours conservent une santé qui vous est aussi indispensable qu'aux institutions républicaines de la rue de Rivoli.

## Amis, prenez note :

A l'occasion du Congrès National la Région Parisienne organise un

## GRAND GALA artistique

Sous l'égide d'un bal de nuit animé par le fameux orchestre PEDRO MORELLO. C'est à la Salle Susset, 286, quai de Valmy, le SAMEDI 27 MAI, à 20 h. 30 que se déroulera ce gala qui par l'éclectisme de sa conception éclipsera tous ceux qui l'ont précédé. Les plus grands noms de la scène et de l'écran seront là !

N. B. Carte d'invitation, 145, quai de Valmy et aux secrétaires de groupe.

## LE PATOIS A L'ECOLE

par FONTAINE

lectes, encore qu'ils n'aient rien à voir avec un français déformé.

Donc, à première vue, il n'y a pas de raison pour que les libéraux admettent qu'on impose la langue des rois capétiens et des paysans de l'Ile-de-France à des populations possédant leur propre langue, aussi riche parfois.

Mais on ne remonte pas le cours de l'histoire : le français, d'abord comme langue officielle puis naturellement, a supplanté les autres dialectes, comme le castillan tend à supplanter les autres dialectes d'Espagne, et l'italien les dialectes régionaux de la Péninsule : dans presque tous les pays, le phénomène est semblable, l'histoire de la langue reflète l'histoire de la conquête du pays entier par une famille, une région.

Le français donc, imposé par la force, puis par la pratique et la commodité, par le développement des moyens de communication et des échanges, est aujourd'hui la seule langue en France qui soit un véhicule commode. Il ouvre de plus la porte de milliers d'ouvrages philosophiques, sociologiques, scientifiques, critiques, il est une langue — comme l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'italien, le russe — de haute civilisation.

Et à la fois le bon sens et l'esprit de progrès nous conduisent à lui réserver la place la plus importante dans l'enseignement.

S'il y a du temps en trop dans les horaires d'enseignement (et nous en doutons, n'est-ce pas les pédagogues ?), qu'on réserve ce temps à l'étude d'une autre langue de haute civilisation. Or, lorsqu'on apprend une langue étrangère, on apprend l'allemand non le hollandais ou le danois, le russe et non le tchèque ou le croate. Un Serbe ou un Suédois sont contraints même d'étudier une langue de grande importance (anglais, français, allemand) s'il veut faire de fortes études.

Aujourd'hui, apprendre un dialecte serait pour la plupart des Français, apprendre une langue étrangère ! et d'importance médiocre !

On peut souligner quelques exceptions : la Basse-Bretagne, le pays basque, la Catalogne, l'Alsace. Mais, là encore, le dialecte enseigné devrait avoir une grammaire, un vocabulaire établi par des spécialistes, donc relativement artificiels. Le breton qu'on enseigne et qu'on écrit est un breton littéraire car ce sont des dialectes particuliers et différents qu'on parle à Guingamp, à Brest, à Quimper !

## UNE DÉCLARATION QUI EN DIT LONG

DEPUIS un certain temps déjà le ciel est, soi-disant parcouru par des engins mystérieux appelés « soucoupes volantes », qui actuellement paraissent d'après la presse et la radio, survoler le Mexique...

Est-ce un mythe ?

Toujours est-il que les journalistes professionnels se sont mis à l'affût du « sensationnel » entretiennent cette idée de sorte que tout le monde finira par y croire avant que la preuve irréfutable de l'existence ou de l'inexistence de ces « soucoupes volantes » soit faite.

Mais ce qu'il y a de certain c'est qu'un homme, le Directeur de l'Observatoire de Paris qui doit être qualifié en la matière si l'on en juge par la fonction, interrogé sur les soucoupes volantes, a déclaré qu'il avait vu dans sa vie trop d'hallucinations collectives pour y croire.

Ces professeurs n'auraient peut-être jamais si bien parlé et sa déclaration peut, dès maintenant, être classée avec les plus belles pensées historiques de la vérité dans ce sens qu'en la plaçant sur un terrain général elle détruit tous les mythes : guérissons miraculeuses, apparitions, diabolisme et aussi la politique qui ne sont que des hallucinations collectives pour y croire.

Le camarade Guillon, du groupe de Lille, nous prie de faire savoir aux lecteurs du journal qu'il n'était pas au courant de la note... de solidarité en sa faveur parue ici même dans le « Lib » du 5 mai. Il comprend ses camarades du groupe. Il remercie ceux qui ont répondu à l'appel et demande qu'on arrête tout nouvel envoi.

Notre camarade GATAY est poursuivi pour avoir enfreint un arrêté d'expulsion. Il est emprisonné. Camarades, venez lui en aide ! Envoyez les fonds à Moine André, 10, r. Bichat, C.C.P. 4730-91, Paris.

Après le décès de notre bon camarade Hoche Meurant, sa compagne âgée se trouve dans le plus grand dénuement. Tous les amis et lecteurs du LIB se feront un devoir d'aider la compagne d'un militant.

Envoyez les fonds à G. Laurens, 80, r. F.-Ferrer, à Fives-Lille, C.C.P. Lille 16-50-66.

Préférez le français, ce n'est pas être centraliste, c'est ne pas être aveuglé par un régionalisme mal compris.

Quand on lit le projet de loi, on s'aperçoit qu'en réalité, c'est surtout dans le cadre de l'Enseignement supérieur (facultés des Lettres) qu'on a envisagé l'étude des dialectes. Et là, ils ont leur place. Ils l'avaient déjà d'ailleurs et il y a longtemps qu'il y avait des études de colétiq à Rennes et d'occitan à Toulouse !

Sur le plan de l'école primaire, toutefois, on peut utiliser les dialectes et les patois : non en les apprenant comme une langue, mais pour faire des comparaisons fructueuses avec le français. Mais là encore, les instituteurs n'ont pas attendu une loi pour éclairer l'enseignement de la grammaire, du vocabulaire en se référant à des formes patoises ou dialectales.

A. Dauzat nous dit : « Chaque langue littéraire est nécessairement solidaire de ses dialectes, d'où elle a tiré le meilleur de son suc. »

Comme d'habitude, les parlementaires très au courant de la vie réelle du pays ont voulu enfoncer une porte ouverte ! A tel point que la remarque en a été faite au Conseil de la République par un sénateur intelligent (il y en a, paraît-il).

Aucune crainte donc : il ne s'agit que d'étudier les dialectes sur le plan de l'érudition ou de les utiliser accessoirement sur le plan de l'enseignement. A la rigueur, si l'on veut enseigner le breton ou le provençal en classe, que ce soit en dehors des horaires normaux et facultativement.

Mais nous nous opposerions (encore une fois, ce n'est pas dans le projet actuel dont l'utilité n'est pas très évidente, nous venons de le voir) à une obligation de l'enseignement des dialectes dans le cadre des horaires scolaires.

Un tel projet, insensé, rejoindrait les tentatives réactionnaires, inspirées d'un nationalisme malade, qui consistent à faire de l'hébreu (que personne ne parle comme langue maternelle), la langue officielle en Israël, du gaélique la langue officielle de l'Irlande.

Il n'est pas sain, il n'est pas normal qu'on oblige des enfants à apprendre, mal d'ailleurs, des langues sacrées, hermétiques, mortes ou presque, alors qu'on les laisse dans l'ignorance de langues universelles, simples, pratiques, comme l'anglais.

Dialectes ? Oui, mais alors qu'on les utilise et qu'on les étudie comme des langues mortes.

## FEDERATION ANARCHISTE

## La Vie des Groupes

## POUR LE CONGRES NATIONAL "Le Lien"

Le Lien, n° 12, ainsi que le n° 13 spécial sont parus.

Ainsi qu'il ressort des dernières décisions du Comité Interrégional, les secrétaires ou trésoriers régionaux en assurent la diffusion à leurs groupes respectifs.

Secrétaires de groupes, réclamez-les à votre secrétaire régional.

2<sup>e</sup> REGION

## ASSEMBLEE GENERALE Salle Trétaigne

7, rue de Trétaigne, Métro : Joffrin, samedi 20 mai 1950, à 14 h. 30. Carte F.A. exigée à l'entrée.

PARIS-XIII. — Renseignements et adhésions, écrite à Jean Griveau, 7, impasse Prévost, Paris-XIII.

GROUPE LOUISE-MICHEL 18<sup>e</sup>. — Réunion des militants jeudi 11 mai à 21 heures précises (un habituel) présence indispensable de tous les militants.

PARIS-XIX. C. Berni : Réunion du groupe vendredi 12 mai, à 20 h. 30, au local habituel.

PARIS-EST. — Exceptionnellement le groupe se réunira vendredi 12-5-50 au lieu de jeudi 11-5-50 au local habituel. Tous les militants sont invités.

ARGENTEUIL. — Réunion du groupe dimanche matin 14 mai à 10 heures précises salle de la « Pensée Humaine », 42, rue de Paradis, Ordre du jour : Le Congrès national, questions du congrès ; la propagande locale.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Tous les copains sympathisants et lecteurs du « Lib » sont priés d'assister à la réunion générale le mercredi 17 mai, à 20 h. 45, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil (Métro Robespierre). Ordre du jour : questions du congrès ; la propagande locale.

MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Métro : Robespierre.

3<sup>e</sup> REGION

SECRETARIAT REGIONAL. — Groupes de la Région, prenez note que toute la correspondance, secrétariat et tous les fonds doivent parvenir à Quéré Louis, 2, rue aux Ours, Metz, C.C.P. 650-89.

## LYON

Cercle d'Etudes des Jeunes Anarchistes, 33, rue des Chartroux, au 3<sup>e</sup> sous les toits. Tous les jeudis, de 20 à 22 heures. Croix-Rousse, Lyon.

FAVERGES-SEYTHENEX. — Le groupe anarchiste de Faverges se réunira le samedi 23 avril, à 18 h. 30, à l'hôtel des Gourmets. Les camarades d'Ugine, Doussard et environs sont cordialement invités. Pour toute correspondance, s'adresser à Bonnavie André, à Seythenex, qui fera le nécessaire provisoirement.

RIOM-COMBRONDE. — Le Groupe est en formation. Pour Riom écrire à R. Vivier, à Beauregard, Vendon ; pour Combronde, à T. Garcia.

GRENOBLE. — Réunion tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois à 20 h. 30, Bar de l'Époque, 4, rue de Strasbourg, Adhésions, écrite à R. Bessard, 3, rue Bayard.

BORDEAUX. — Permanence tous les dimanches, de 9 à 10 heures, au Service de Librairie, Vieille Bourse du Travail 42, rue Lalande.

TOULOUSE. — Réunion du Groupe les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis du mois au Café des Sports, boulevard de Strasbourg. Un service de librairie se tient tous les dimanches matin, rue du Taur, marché St-Sernin.

AVIGNON. — Rendez-vous champêtre. — Le Groupe interdépartemental invite tous les sympathisants et les militants anarchistes F.A. et syndicalistes C.N.T. à se rendre d'un clan commun, le lundi 29 mai, à 10 heures du matin, à 2 km. de Beaucastel, route de Remoulins, derrière la distillerie du bord du Rhône. Une affiche du « LIB » indiquera le lieu où l'on devra s'arrêter sur la route. Les sympathisants avignonnais pourront se faire inscrire après la conférence de Zinopoulos, qui se tient le 19 mai, ceci pour faciliter le déplacement. Venez tous passer une agréable journée dans un cadre merveilleux de la nature. Pour le Groupe interdépartemental d'Avignon : BALDY.

SAINT-HENRI-MARSEILLE. — Les camarades habitant la Vallée de Sion désirant adhérer au groupe local de la F.A. doivent s'adresser : Permanence tous les samedis, de 18 à 19 h. ; dimanche, de 10 à 12 heures, Bar Sport, Saint-Henri. Demandez les camarades Signoret ou Coussinier.

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis à 19 heures très précises. De 19 h. à 19 h. 30 : Administration. De 19 h. 30 à 20 h. 30 : Discussion sur notre prochain congrès. — Librairie : Permanence tous les lundis à 19 heures.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE. — Le S'adresser pour tout ce qui concerne la bibliothèque et le groupe à Farodi, traverse des Fabriques, à N.-Dame-Limite, Marseille.

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2<sup>e</sup> REGION PARIS-V

Groupe Sacco et Vanzetti Palais de la Mutualité, rue Victor-Cousin, métro Maubert-Mutualité (pour la salle consulter le panneau d'affichage). Le vendredi 12 mai, à 20 h. 45

Luttes syndicales d'hier Luttes politiques d'aujourd'hui Luttes ouvrières de demain

## JOUY-EN-JOSAS

14 mai 1950, à 10 heures du matin, Salle de l'Ecu de France, rue Oberkampf : « Les Anarchistes » face à l'Etat, L'Armée et l'Eglise »

9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> REGIONS TOURNEE ZINOPOULOS

« IL FAUT CHOISIR »

entre les solutions d'un monde qui s'écroule ou les espoirs en un monde nouveau.

## à THUIR

Jeudi 11 mai, à 20 heures Salle Ciné-Comédia

## SORTIE CHAMPÊTRE

Secteur Banlieue Ouest. — Groupe de Colombes-Courbevoie-Nanterre-Asnières. Les camarades militants, sympathisants et amis du « Libertaire » sont invités à participer à la sortie champêtre qui aura lieu le dimanche 14 mai, à 10 h., à la Clairière de Saint-Cucufa. Autobus 258 ou 158 au pont de Neuilly. Descendre à Malmaison. Le chemin sera fléché depuis cet endroit.

Le Secrétaire : HENRI.

## PERPIGNAN

Vendredi 12 mai, à 20 heures, au Vert-Rouge, salle Tondou, 6, rue Alphonse-Simon, Faubourg Notre-Dame

## LE BOULOU

Salle de la Mairie. Samedi 13 mai, à 20 heures

## BEDARIEUX

Lundi 15 mai, à 17 heures 30 Maison du Peuple

## BEZIERS

Mardi 16 mai, à 21 heures Maison du Peuple

## MONTPELLIER

Mercredi 17 mai, à 21 heures (Voir affiches)

## NIMES

Jeudi 18 mai, à 21 heures Petite salle du Foyer communal

## AVIGNON

Vendredi 19 mai, à 21 heures Salle de la Brasserie de l'Horloge, premier étage

## TOULOUSE

Vendredi 19 mai, à 21 heures Café des Sports, Bd de Strasbourg

Du rôle des minorités en période de révolution

Orateur : J. P. Sieurac

## TOULOUSE-ESPERANTO

A partir du 19 avril 1950, un cours gratuit de langue internationale aura lieu chaque mercredi, de 21 heures à 22 h. 30 dans les locaux de la Maison des Syndicats, Cours Dillon, Toulouse.

## SOUSCRIPTION

Rannon, 200; Quéheun, 200; Hubert, 1.000; Seux, 500; Amable, 250; Mancel, 100; Elies, 100; Hémy, 500; Burret, 250; Moranzoni, 500; Faucher, 400; Dauphant, 200; Cumi, 200; Beland, 215; Marius, 215; Grimaud, 300; Teyssondier, 200; Davy, 50; Fabert, 250; Bolu-mar Collette, 2.567; Anonyme 1.000; Don, 1.050; Don, 53; Raudet, 1.000; Flet, 500; Groupe Proudhon, 1<sup>er</sup> versement, 500; Martin, 250; Léandre, 200; Val, 500; Meyer, 500; Congrès 3<sup>e</sup> Région, 600; Paris, 215; Delahaye, 150; Michel 400; Aulie, 100; Pano, 100; Palix J., 500; Duval K, 500; Duval F, 500; Gammache, 110; Guirau, 125; Mahé, 500; Brochard, 3.000; Joseph de Thiers, 500; Rémy, 500; Sigal, 250; Gonzalez, 300; Colombo, 50; R. Leblanc, 500; X..., 175; Borsot E, 100; X..., 35; Rodier, 20; X..., 50; Une symp. L. M., 100; Leclerc, 55; XXX..., 160; Léon, 50; Darou, 25; Laurent, 60; Un jeune St-Lazare, 50; vendeur St-Lazare, 150; Jacky, 50; Anonyme, 75; X..., 250; Mancel, 28; Herderich, 300; Un forain, 100; Liger, 300; Sala, 235; XXX..., 45; Toury, 1.000; Faure, 100; L. Renard, 100; Baptiste, 50; Alain, 50; XX..., 20; G. B., 60; Buisseau, 50; Inconnue, 38; Etienne, 500; Vendeur Martyrs, 50; Jean, 200; Fournie, 100; Regazzoni, 500; Ruellan, 50; Liste, 77; Sali Mahomed, 1.868; Lucien, par Daulla, 500; Bodoul, 180; Boucheny, 100; Un copain, 500; Bellanger, 200; Champon, 200; Manuel, 100; Aubry, 100; X..., 60; Groupe Renault, 3.250; Apprio, 250.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## A L'AVANT-GARDE DE LA RÉVOLUTION

# La grève gestionnaire

## VI. — LA RÉPRESSION

La « légalité » s'établit à travers la coutume imposée par la nécessité. La « légalité » du jour est le fruit des luttes contre la « légalité » de la veille.

**D**e tous les problèmes que soulève la grève gestionnaire, l'éventuelle répression d'une telle action est certainement le plus sensible aux masses ouvrières et surtout à leurs directeurs de conscience susceptibles d'être plus directement touchés par cette répression.

« La grève gestionnaire est illégale ! Elle met en cause le principe de la propriété ! L'Etat dont ce principe est le fondement, interviendra avec ses forces de police et ses tribunaux outillés par un code tout entier conçu pour la défense de la propriété. Il poursuivra les grévistes, leurs responsables, leurs organisations, etc... », tels sont les propos des traditionalistes syndicaux, qui se voient déjà pourrir dans quelque « cul de basse fosse » ou d'éventuelles condamnations pour « vol » ! (sic) les auraient conduits.

Il a une part de vrai dans ces propos. Mais de grâce ! avant de nous affoler, posons deux questions et essayons d'y répondre.

1° Que sont devenues les lois qui, comme celle qui porte le nom de *Loi Châtelier* et qui punissent de peines très sévères (travaux forcés), la « coalition des ouvriers qui s'associent pour imposer illégalement des hauts salaires » ? 2° Que fait l'Etat lorsque les travailleurs sont engagés dans une grève, aujourd'hui « légale » ! ! (sic).

Eh bien, la loi *Loi Châtelier* votée en 1790 (Ohé ! les sectateurs de la Révolution de 1789) et aussitôt appliquée par la municipalité parisienne, eut tout de suite un résultat : la création du premier syndicat, le syndicat du bâtiment, et ensuite la multiplication de ces organismes condamnés par cette loi.

La violation continue de la loi *Loi Châtelier* après la Restauration et malgré la répression, la création de nombreux syndicats « interdits » a normalisé l'illégalité, et lorsque *Tolain* et ses amis obtinrent en 1864 son abolition, il y avait beau temps qu'elle ne représentait plus qu'un document historique sur le degré de « sociabilité des grands ancêtres ».

Et il en fut de même pour d'autres lois ! L'entrave à la liberté du travail, symbolisée par le piquet de grève et si souvent sanctionnée avant la guerre de 1914, est aujourd'hui symbolique. Tout le monde admet que le gréviste chasse le jaune et lorsque aujourd'hui un militant est poursuivi et condamné pour ce délit, c'est davantage un signe de faiblesse sur un point du front ouvrier qu'une volonté systématique d'appliquer cette loi.

Enfin l'occupation des usines, violation « caractéristique » du domicile et atteinte à la propriété, n'est sanctionnée juridiquement que par des juges de paix débonnaires et ennemis des histoires, car les poursuites ne sont engagées que lorsque l'action est isolée et l'agitation ouvrière faible.

En fait, toutes les lois antisociales édictées depuis la Révolution pour faire le barrage à la marée ouvrière ont le même sort.

Après avoir été des « épouvantails », elles ont été de multiples fois violées, la répression qui s'ensuivit a attiré sur elles l'attention des hommes et, devant l'importance et la multiplicité des délits, elles sont tombées en désuétude. Et il s'est établi de nouvelles législations qui, après avoir été de fait sont devenues de droit et sanctionnent la coutume.

Et la grève gestionnaire, pas plus que toutes autres formes de luttes nouvelles n'échappera à cette règle.

D'ailleurs, que fait le gouvernement lorsque la grève « légale » d'aujourd'hui éclate ? Il essaye d'intervenir à l'aide de ses lois désuètes lorsqu'elles n'ont pas été abrogées, et il n'est pas besoin qu'une grève soit gestionnaire pour que les forces de répression interviennent et que les tribunaux condamnent.

Et il n'est pas de jurisprudence qui s'établira par la coutume dans ces cas. Tout se réduit pour la grève d'hier, la grève d'aujourd'hui ou de demain à une question de force dans un moment donné.

Prenons l'exemple Michelin. Nous y voyons une déléguée cégétiste incarcérée à la suite des dernières grèves pour « séquestration arbitraire ». Les travailleurs, après 11 semaines de grève, sont rentrés battus, et alors l'appareil de répression s'est mis en action. Par contre,

### Exemple à suivre

« Les camarades du groupe Renault ont décidé au cours de leur réunion hebdomadaire de verser une journée de travail pour la souscription du « Lib ».

Etant donné qu'ils viennent de faire une grève d'un mois, ils verseront cette journée en plusieurs fois. »

#### PREMIER VERSEMENT

FERRER	1.000
LALOU	300
BOLERA	700
VIEIL ANARCH. RENAULT	100
PIROMBAU	50
CHARLES	100
GIL	1.000
	3.250

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

### CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire 15 fr. (25 fr.).  
G. BERNIERI : Guerre des Classes en Espagne, 25 fr. (35 fr.).  
F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BESNARD : Le Féminisme Libertaire, 10 fr. (20 fr.). — C.-A. BONTemps : L'Esprit Libertaire, 5 fr. (10 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.). — Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (5 fr.). — Y. POUYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Économique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLY : L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T.L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNATIUS : Asuries 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMME : Catalogue Libertaire (1934-1937), 40 fr. (55 fr.). — G. LEVAL : Anarchisme et Abandonnisme,

au cours du conflit Bessonneau, à Angers, conflit dont le « Libéraire » a entrepris ses lecteurs en son temps, les mêmes faits s'étaient produits. La direction avait été quelque peu malmenée (on a même parlé également de « séquestrations ! ! ! ») mais, à Angers, les travailleurs étaient forts, conduits à la bataille par les syndicalistes bon teint de l'Union départementale Force Ouvrière, et aucune sanction n'a été prise.

Et, en cas de grève gestionnaire, comme au cours des grèves « légales » d'aujourd'hui, les sanctions seront ou ne seront pas prises suivant la force ou la faiblesse du gouvernement, l'état de l'opinion publique, l'intérêt des clans politiques, la cohésion des ouvriers, et le climat servira à déterminer si on envoie ou non les gardes mobiles, si l'on poursuit ou non devant les tribunaux.

Un autre exemple : les travailleurs en 1936 occupent les usines, ils sont forts et personne ne songe à les expulser. En 1949, les travailleurs sont faibles et les Pouvoirs publics les tentent.

Les premières grèves gestionnaires importantes déclencheront une répression « embarrassée » des Pouvoirs publics. Car cette grève restera la continuation de la production et n'ira pas à l'encontre de « l'intérêt » national, alors que l'arrêt de la grève gestionnaire sera l'arrêt de la production et l'action gouvernementale apparaîtra claire.

## II. — DU ROLE UTILE...

**D**IRE ces choses peut ne pas paraître d'une orthodoxie anarchiste traditionnelle absolue. Les niers ne change rien aux faits, et l'anarchisme n'a jamais impliqué la méconnaissance volontaire de la vérité. D'autant plus qu'il signale le rôle utile joué par l'Etat, nous n'oublions pas le mal qu'il a causé au cours de l'histoire, et celui qu'il cause encore. La répartition du budget n'est qu'une synthèse imparfaite.

Mais bien des gens, qui ne voient que ce côté utile des activités de l'Etat, considèrent que sa destruction engendrerait l'arrêt de la production et l'annulation du rôle utile qu'il a joué et qu'il joue. Et nous avons déjà assez de mal à le convaincre de tout ce qu'il y a de mauvais dans son existence, pour ne pas ajouter et y confondre le reste.

Prenons donc, une par une, ces activités, et voyons comment, dans une société libertaire, nous pourrions les assurer, ou les remplacer utilement. Ce n'est pas quand nous aurons pris soin de départer le rôle nuisible de l'Etat, pour convaincre d'abord de sa nocivité, et son rôle utile afin d'en assurer la continuité sans contre-partie infiniment pire, que bien des doutes disparaîtront sur la valeur des solutions que nous préconisons.

Nous avons dit que, de plus en plus, la vie est un fait collectif. La production, la distribution, les transports, l'hygiène, l'enseignement, les recherches scientifiques, les loisirs même, dépassent le cadre des activités individuelles, même coordonnées sur une très vaste échelle. Dans ce sens, les partisans de l'individualisme libéral ont donné le beau rôle à l'Etat. Même aux Etats-Unis, des entreprises gigantesques comme l'endiguement du Colorado, l'organisation de la vallée du Tennessee, la lutte contre l'érosion des terres étaient impossibles dans l'orbite du capitalisme privé. Seule une organisation collective, qui disposait d'immenses ressources en synchronisant l'effort de dizaines de milliers de personnes et d'innombrables techniques pouvait les mener à bien. En combattant l'esprit et l'organisation basés sur l'entraide, la bourgeoisie libérale a empêché, ou contribué à empêcher, la réalisation de ces travaux par des moyens fédéralistes. Il a fallu les réaliser avec l'Etat.

Pour remplacer l'Etat — toujours dans ce qu'il a d'utile — il faut donc avant tout avoir une organisation sociale qui ait une vue d'ensemble des besoins de la société. Il faut ensuite que cette organisation ait les moyens

nécessaires pour que les travaux à accomplir ou les activités à déployer puissent s'inscrire dans la réalité.

Supposons que demain nous ayons fait la révolution. Il faudrait continuer à entretenir et à construire les routes, les chemins, les canaux, les ports, assurer le service des chemins de fer. L'Etat ayant disparu, qui s'en chargerait ? Qui assurerait la continuité de ce qui existe et entreprendrait ce que conseilleraient les intérêts de la société ?

On peut répondre facilement que ce sera « la société », mais comment s'y prendra-t-elle ? Prenons les chemins de fer. Leur existence, pourrions-nous dire, serait assurée par le paiement des tarifs par les voyageurs. Mais si l'on pratiquait la gratuité des transports ?

Car il faut tenir compte de la différence essentielle qu'il y a entre la production et les « services » sociaux. Un cheminot ne produit pas. Un médecin, un infirmier, un postier, un marinier ne produisent pas. Le nombre des personnes spécialisées dans des activités dont il ne sort pas un produit, brut ou fini, que l'on ne peut échanger contre un autre produit, augmente à mesure qu'augmente la civilisation. Et il ne peut être question de les éliminer : l'homme employé au transport ou à la distribution des vivres et des biens multiples est aussi nécessaire que celui employé à leur production.

Il y a en France 480.000 cheminots. Si nous établissons la gratuité des voyages, il leur faudra vivre. Plus encore, il leur faudra recevoir toutes les matières premières nécessaires pour réparer le matériel roulant, le combustible, ou le fluide électrique pour assurer la locomotion.

Pour encore : supposons que l'on décide d'électrifier toutes les lignes, de construire des lignes nouvelles, ou de moderniser les vieilles lignes, travaux qui réclameraient dans un régime de financement classique des dizaines de milliards. Supposons que le même problème se pose en Italie, en Espagne, en Allemagne, dans n'importe quel pays, ou dans plusieurs pays à la fois. Comment le résoudre ?

Tous les barrages, source d'électricité, qui ont été construits en France l'ont été par les soins de l'Etat. Celui, gigantesque, du Génissiat, avait été projeté bien avant la guerre commencée en 1939, mais on avait manqué de capitaux privés pour l'entreprendre. On est en train de le finir. On est en train d'organiser l'électrification de toute la vallée du Rhône, qui assurera dix ou douze milliards de kilowatts par an. On, c'est l'Etat. De tels tra-

vaux devront être continués. Comment remplacer l'initiative de l'Etat ?

Deux éléments essentiels sont nécessaires : les hommes et les matières premières. Ajoutons, ou mettons au même rang, les machines et les techniques.

Grâce à l'argent, qu'il préleve sous forme d'impôt, l'Etat peut payer les hommes, les matières premières, les machines, les techniques. Mais si les cheminots ne touchent pas l'argent nécessaire pour faire face aux dépenses que nécessiterait l'entretien, la rénovation du matériel, ou la construction de lignes nouvelles, comment le feront-ils ? Et comment feront les travailleurs employés à la construction, à l'entretien et au fonctionnement des

barrages, des routes, des canaux, des champs d'aviation, des ports, des écoles, des hôpitaux, des universités, tous ceux qui n'auront rien à échanger contre les produits qu'il consommeront ?

L'homme doit vivre : il a une multitude de besoins qu'il lui faut satisfaire, et quand nous disons l'homme, nous nous référons aussi bien à celui qui peut travailler qu'à sa femme et à ses enfants. Le libre accès aux produits ou à la « prise au tas » écarté, comme impossible, il restera deux solutions : implanter un carnet de consommation ou un système équivalent, ou établir une forme monétaire, et le salaire familial, comme ont fait la majorité des collectivités d'Espagne. Et le carnet de consommation ou le salaire familial sera donné tant à ceux qui fournissent des produits échangeables — la technique moderne de travail rend de moins en moins possible l'échange de la production individuelle — qu'à ceux qui fourniront des « services ».

Il n'y aura pas de différence, non seulement parce que tout être humain qui n'est pas volontairement parasitaire a droit à la vie, mais encore parce que, au point de vue social, la production, la distribution, les services sont, de plus en plus, des activités également utiles — il est aussi utile de sauver un enfant malade que de l'alimenter — et de plus en plus ce qui compte n'est pas la seule production

l'énergie, des combustibles, de tous les matériaux nécessaires au travail, le principe serait exactement le même. Plus encore, il découlerait du précédent.

Essentiellement, le coût d'une marchandise, d'un produit, d'un service, correspond au temps de travail employé et calculé d'après une mesure de valeur quelconque (signe monétaire ou produit). Si chaque individu a sa subsistance et la satisfaction de ses besoins assurés, il ne lui sera plus nécessaire de se procurer en échange des marchandises ou des biens fournis, soit une quantité de signe monétaire, soit une quantité de marchandises ou de biens équivalant à son travail, afin de pouvoir continuer à travailler. La société sera une ruche immense où chacun de ceux qui seront en âge et en état de le faire apportera un effort dont profiteront des hommes qu'en général il ne connaîtra pas, et vivra grâce à l'effort d'hommes qu'il ne connaîtra pas. C'est du reste ainsi qu'il en est aujourd'hui, dans les nations modernement organisées. Mais dans cette vie commune, on aura retranché toute conception de la valeur et par conséquent de l'échange pour tout ce qui ne sera pas consommation ou jouissance individuelle.

Prenons les chemins de fer. Les cheminots, leurs organisations, leurs ateliers, n'auront pas à payer les matériaux, les machines, l'énergie avec lesquels ils répareront ou construiront les

trains, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

La gestion directe, la grève gestionnaire à caractère général ! mais cela ne peut pas être un échec ! Ou votre grève est étouffée dans l'œuf, et alors la répression démontrera clairement au travailleur que l'Etat s'est refusé à une expérience qui avait cet immense avantage en continuant à faire tourner la machine économique, de transformer des institutions en sauvegardant « l'intérêt des hommes à la continuation de la fabrication des choses », et alors l'homme remettra jusqu'à la victoire finale son outil sur le chantier ; ou la grève sera victorieuse, et alors en assurant la continuité de la fabrication, elle réduira la période de misère propre à l'éclosion des dictatures « de gauche » et en brisant l'appareil centralisateur de l'Etat, elle rendra impossible sa conquête par des équipes d'aventuriers sociaux qui, comme en Russie, sous couvert du socialisme, sont prêts à transformer l'exploitation en faveur du capitaliste en une exploitation en faveur de leur clientèle particulière.

La grève gestionnaire, la grève de l'ordre, la grève de la construction, la grève des anarchistes, la grève dont on parle aujourd'hui, la grève qui l'on fera demain, en rapprochant, en accolant ses deux extrémités de l'action syndicale, la grève, arme de combat, la gestion, arme de constructeur, sera et l'arme de lutte contre le patron, pour les revendications, et l'arme d'émancipation nécessaire au prolétariat pour forger sa victoire définitive.

FIN

\*  
P.-S. — Mes articles sur la gestion ouvrière m'ont valu un volumineux courrier fait de suggestions, de critiques, de réflexions précieuses. S'il n'est pas possible de les publier dans notre journal, que mes correspondants croient bien que leurs travaux précieux seront éventuellement utilisés et serviront à étayer la brochure que je prépare à ce sujet.

M. J.

par Gaston LEVAL

...et du remplacement de l'Etat

l'énergie, des combustibles, de tous les matériaux nécessaires au travail, le principe serait exactement le même. Plus encore, il découlerait du précédent.

Essentiellement, le coût d'une marchandise, d'un produit, d'un service, correspond au temps de travail employé et calculé d'après une mesure de valeur quelconque (signe monétaire ou produit). Si chaque individu a sa subsistance et la satisfaction de ses besoins assurés, il ne lui sera plus nécessaire de se procurer en échange des marchandises ou des biens fournis, soit une quantité de signe monétaire, soit une quantité de marchandises ou de biens équivalant à son travail, afin de pouvoir continuer à travailler. La société sera une ruche immense où chacun de ceux qui seront en âge et en état de le faire apportera un effort dont profiteront des hommes qu'en général il ne connaîtra pas, et vivra grâce à l'effort d'hommes qu'il ne connaîtra pas. C'est du reste ainsi qu'il en est aujourd'hui, dans les nations modernement organisées. Mais dans cette vie commune, on aura retranché toute conception de la valeur et par conséquent de l'échange pour tout ce qui ne sera pas consommation ou jouissance individuelle.

Prenons les chemins de fer. Les cheminots, leurs organisations, leurs ateliers, n'auront pas à payer les matériaux, les machines, l'énergie avec lesquels ils répareront ou construiront les

trains, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

au sens classique du mot, mais le travail utile.

Quel que soit le système de distribution, tout individu aura droit à sa quote-part de biens et de jouissances. Tel fut le but que, dès sa formulation, poursuivait l'anarchisme communiste. Aujourd'hui, bien ou mal, l'Etat assure l'existence des employés des services publics grâce à l'argent que se procure le ministère des Finances, et à ce que payent les usagers. Le communisme libertaire, assurant à chacun une égale possibilité de consommation et de satisfaction, simplifierait le problème. Il n'y aurait plus besoin du concours de l'Etat ou d'une institution équivalente pour que les travailleurs aujourd'hui occupés dans les écoles, les chemins de fer, les hôpitaux, les postes, etc., puissent recevoir, pour eux et les leurs, ce à quoi ils auraient droit.

Voilà pour ce qui concerne les moyens d'existence des hommes.

Pour ce qui concerne l'obtention des matières premières, des machines, de

wagons, les locomotives, les voies ferrées, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs, aux laminoirs, aux mécaniciens, aux bûcherons, aux scieurs, aux tisseurs, etc., les machines avec lesquelles ils auront travaillé et les matières premières qu'ils auront transformées, recevront gratuitement les ma-

triers, le charbon ou l'électricité avec lesquels ils feront marcher les trains. Car les mineurs qui auront fourni le charbon, le fer et les autres minéraux, les travailleurs des hauts fourneaux, des laminoirs, des fonderies qui auront fourni les métaux ; ceux des usines qui auront fourni les machines ; les bûcherons et les scieurs qui auront fourni le bois ; les tisseurs qui auront fourni le drap pour capotiner les wagons, tous les collaborateurs directs ou indirects auront leurs besoins satisfaits par la distribution égalitaire généralisée, et n'exigeront, en échange des produits qu'ils fourniront ni argent, ni autres produits.

Et parce que, à leur tour, tous ceux qui auront fourni aux mineurs, aux fondeurs,



# L'échec de la grève Michelin est un argument de plus pour la "grève gestionnaire"

**A** PRES onze semaines d'une rude grève, les travailleurs de chez Michelin à Clermont-Ferrand ont repris le travail sans avoir obtenu satisfaction. Cette cuisante défaite — que des militants avertis pouvaient prévoir — s'ajoute à la longue liste des revers de la classe ouvrière depuis 1946. Après les mineurs et les métallurgistes de la région parisienne, les ouvriers clermontois ont été, à leur tour, odieusement trahis par des centrales syndicales incapables et félonnes. Cette déplorables issue d'un mouvement sans envergure est un argument de plus qui milite en faveur d'un renouvellement de nos méthodes des luttes. Ceux qui le nient encore condamnent sciemment le prolétariat.

Les stocks importants accumulés pendant la période de production intensive que réclamaient en chœur Jouhaux, Frachon et Tessier permettent au patronat de résister plus longtemps que les travailleurs, qu'un minimum vital squelettique contraint d'abandonner faute de ressources. Certes, les gars de chez Michelin ont fait preuve d'une solide résistance. Il est en effet peu courant dans

par Roland DÉSAGIS

l'histoire des luttes ouvrières qu'un mouvement tienne plus de deux mois. Rendons donc hommage à leur combativité. Mais cette énergie fut dépensée en pure perte. Une élémentaire probité de militant devrait inciter les responsables syndicaux à ne pas déclencher une grève dont l'issue est douteuse. Bien au contraire, ceux-ci, et plus particulièrement les stalinien auxquels les répressions qui ne manquent pas de s'abattre sur les travailleurs désarmés, fournissent un thème supplémentaire pour leur infecte propagande, ne cessant de clamer que la victoire était assurée. OR, RIEN N'ÉTAIT MOINS CERTAIN.

— ET ILS LE SAVAIENT. Comment justifier la vulerie des représentants F.O. et C.F.T.C. qui n'osèrent pas se soustraire aux directives cégétistes ? Pour répondre à cette lâcheté, de nombreuses cartes sont déchirées, l'action syndicale sera momentanément désertée. Les pontifes en portent la responsabilité. Déjà s'ébauche la méfiance des Clermontois à l'égard des mots d'ordre des « grands maîtres » du syndicalisme. Un appel qu'ils lancèrent en commun n'a pu empêcher la majorité des ouvriers de travailler le dimanche.

Et pourtant, les revendications étaient bien modestes : les traditionnels 3.000 francs. Et même si satisfaction avait été accordée, IL N'AUROIT PAS FALLU MOINS D'UN AN POUR RECUPERER LES SOMMES PERDUES. Aussi l'augmentation de salaire apparaît dans toute sa dérisoire. Il n'est plus temps de palabrer. L'avenir du prolétariat et sa dignité sont en cause.

LA GREVE GESTIONNAIRE RESTE LA SEULE SOLUTION EFFICACE.

A vous, travailleurs de chez Michelin et d'ailleurs d'en déterminer les modalités d'application propres à vos entreprises. Alors seulement nous pourrions espérer la victoire.

P.S. — Pourquoi la « Vie Ouvrière » qui consacre plusieurs feuilles à l'apologie du P.C.F. et de son chef de file n'a-t-elle pas fait de battage autour de la grève Michelin ? N'aurait-elle pas, par hasard, voulu se compromettre dans un mouvement dont elle prévoyait l'aboutissement ?

## Londres, Washington et Moscou (Suite de la première page)

Le discours d'Auriol est-il destiné à apporter des apaisements à l'opinion publique qu'alarme la course aux armements ? Est-il l'expression officielle du gouvernement ? Dean Acheson et Schuman ont discuté ces problèmes et ce qui sortira de la Conférence de Londres nous fixera sur le choix entre les deux branches de l'alternative que nous avons exposé plus haut. Mais pourra-t-il être question de choix ? Et n'inclinera-t-on pas vers quelque solution négro-blanche ?

Au point où se sont engagées les nations occidentales, il semble bien difficile, pour l'instant, de revenir à la neutralité, de réamorcer les courants commerciaux avec l'Est, ce qui pourrait contrebalancer la domination américaine, réduire dans une certaine mesure le déficit de leur balance extérieure. Bien que Washington et Londres ne se gênent nullement pour commettre avec Moscou, ces nations, la France en particulier, la Benelux et la Scandinavie peuvent-elles caresser l'espoir de limiter au possible les obligations bellicieuses du Pacte Atlantique tout en profitant et du pacte américain et, plus tard, des échanges avec l'U.R.S.S. et ses satellites ? S'achemine-t-on vers une solution aussi équivoque ? Mais encore, les U.S.A. s'inclinerait-ils ? Il serait bien audacieux de le supposer, la « diplomatie totale » n'ayant rien de commun avec de telles demi-mesures.

Reste alors la seconde proposition : préparation quasi officielle de la guerre avec toutes les conséquences politiques et sociales qu'elle entraîne.

On peut penser que la France et l'Angleterre se refusent à cette course à l'abîme surtout au moment où M. Trygve Lie est en route vers Moscou. Nous n'en voulons comme preuve que le refus qu'elles opposent au réarmement de l'Allemagne en s'abritant derrière le prétexte d'une renaissance du pangermanisme auquel personne ne croit plus. Peut-on imaginer une Europe (occidentale) sur pied de guerre avec en plein cœur une sorte de « no man's land » au sein duquel se trouve la Ruhr ? Peut-on imaginer les troupes françaises appelées à défendre non plus le Rhin mais l'Elbe, à défendre les Allemands ?

Donc aussi longtemps que l'Allemagne ne sera pas réarmée l'Europe conservera une chance de se libérer de la sujétion américaine et de tenir la balance égale entre Moscou et Washington. Et c'est bien pour cette raison que Dean Acheson insiste tant pour que Bonn soit à Strasbourg, c'est-à-dire implicitement signataire du Pacte Atlantique afin que de ce fait le reste de l'Europe soit livré pieds et poings liés à ses dangereuses fantaisies.

Les silences de Staline

Pendant ce temps Staline dans le silence du Kremlin, agit. Il est peut-être symptomatique qu'au moment où l'Occident est tout remué par des incidents tels l'affaire du « Preveator », celle de Trieste, celle des Détroits, il se renferme dans un mutisme absolu. Certes, Staline n'a jamais beaucoup parlé. Mais son attitude actuelle, face à une situation que l'on qualifie partout de tendue (malgré la récente et optimiste déclaration de Truman), donne à penser qu'il sait ce qu'il veut et où il va.

Il possède sur son adversaire la suprématie que constitue l'absolutisme. Le mot d'ordre sorti du Kremlin est fidèlement répandu dans le monde entier, de nombreux camps ennemis sont noués sans que nul ne puisse s'élever efficacement contre cette « infiltration pacifique » en vertu des interdits démocratiques. C'est là un des curieux aspects de la guerre froide et qui nous rappelle singulièrement les campagnes menées en France avant la guerre par les séides d'Hitler. Mais les mots ont changé... Les « Combattants de la Paix » par exemple rendent, il faut bien le reconnaître, un tout autre son de cloche que les discours d'un Bradley, ou les commentaires d'un Acheson sur la « diplomatie totale ». Nous savons bien que les monstrueuses dupes constituent l'appel de

Stockholm, nous n'avons pas oublié l'agression russe de la Pologne, de la Finlande, le traité Hitler-Staline de 1939, nous savons que l'U.R.S.S. est aussi dangereuse, aussi militariste, aussi impérialiste que les U.S.A., oui, nous savons tout cela, mais des dizaines de millions d'hommes l'ignorent, ou ont oublié le passé ou encore, même s'ils sont anticommunistes, croient naïvement que l'Est c'est la Paix, puisque seul l'Est parle de paix !

L'imposture est à l'échelle des temps. On veut nous faire croire d'un côté et de l'autre qu'il y a deux camps : celui de la Paix, celui de la Guerre, alors qu'ils sont à peu près identiques. La propagande de Staline est intelligente. Ses troupes clament des slogans, défilent, se font matraquer à l'occasion et à la fièvre des chancelleries occidentales répond la fièvre des « Combattants de la Paix ».

Pourquoi Staline parlerait-il ? Il n'en a nul besoin. Quelque 600 millions d'hommes sont là pour exécuter ses ordres. D'ailleurs ces temps derniers il a remporté pas mal de succès, en Chine, en Indochine, et à l'O.N.U. on va bien être forcé de reconnaître Mao-Tse-Tung et d'écouter Tchong.

La situation présente ne peut s'éterniser et même les U.S.A. vont être contraints tôt ou tard de s'inciner. Si bien que parmi les « Cinq Grands » (Amérique, Angleterre, France, U.R.S.S., Chine) qui siègent au Conseil de Sécurité, se trouverait Mao, bolchevique autocratique. Trois contre deux. On comprend maintenant tout l'intérêt que portent les U.S.A. à la France, l'importance capitale qu'il faut attacher au maintien de ce pays dans la stricte obédience américaine, afin

## LE LOCK-OUT montre la nécessité de lutter à la fois contre les patrons et contre l'État

Depuis quelque temps, le lock-out a fait sa réapparition sur la scène des conflits sociaux. Qu'est-ce que le lock-out ? C'est la fermeture d'une usine décidée par le patron, en général pour prévenir ou liquider un mouvement de revendication ouvrière. Les licenciements individuels risquent de provoquer — si les ouvriers se montrent solidaires de leurs camarades — une nouvelle poussée revendicative dans laquelle les ouvriers ont l'avantage de l'initiative. Aussi le patron préfère-t-il parfois prendre une mesure collective et fermer tout simplement sa maison pour un certain temps, c'est-à-dire jusqu'au moment où les ouvriers, à bout de ressources, sont obligés de venir solliciter la réouverture de l'usine dans les conditions fixées par le patron.

En période de capitalisme libéral, le lock-out ne pouvait être pratiqué isolément par les patrons qui auraient risqué en fermant leur usine de perdre leur marché au profit de leurs concurrents. Le lock-out était alors utilisé par une coalition des patrons d'une même branche d'industrie. A l'époque actuelle, le lock-out procède d'une volonté du patronat de résister

aux mouvements ouvriers. Les récents exemples (l'entente Bessemer S.N.E.C.M.A.) ne sont que des ballons d'essais pour mesurer la valeur des réactions ouvrières.

Dans ce cas, la fermeture est une mesure pour faire pression sur les ouvriers. Elle a les reins solides et peut se permettre ce luxe, d'autant plus que pendant ce temps, les autres usines du groupe assurent l'approvisionnement de la clientèle.

C'est dire que le lock-out est une arme redoutable entre les mains des patrons. Les récents exemples montrent qu'elle l'est d'autant plus que l'État se fait le complice des patrons lock-outiers en mettant à leur disposition ses forces de police sous prétexte de défendre la propriété privée.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser. L'État ne pouvait agir autrement. Aucun État, même quand il se pare de la belle étiquette d'État ouvrier n'est du côté des exploités. Et les ouvriers n'arriveront à quelque chose que par une action autonome menée à la fois contre les patrons et contre leur ange gardien, l'État.

SAVOY.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

## L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## C'EST LA HIERARCHIE qui fait les bas salaires

**N**ATURELLEMENT, on va encore une fois, de divers côtés et même parmi nos proches amis, nous dire : « Oh ! zut, encore votre sectarisme anti-hiérarchie ».

Nous avons déjà dit qu'il y a deux choses bien distinctes dans la hiérarchie : l'homme et le salaire. C'est, une fois de plus, aux salaires que nous en avons. Aujourd'hui, les arguments dont nous nous servons nous sont fournis par F. Laurent, qui vient de faire dans le « Rail Syndicaliste » (F.O.) du 25 avril, un article solidement étayé sur les salaires à la S.N.C.F.

Il y a 454.555 cheminots au total. Dans ce chiffre sont compris 1.000 fonctionnaires supérieurs et 30.000 auxiliaires.

En 1949, la masse des salaires versés à ces employés a été de 123 milliards 587.600 fr., ce qui donne un salaire moyen de 22.000 fr. mensuels environ. On est tenté de penser qu'effectivement les salaires des cadres, à la S.N.C.F. sont au-dessous de tout. Mais voyons de plus près. F. Laurent écrit : si on donnait 1.000 fr. d'augmentation non hiérarchisée, la somme

à déboursier serait de 6 milliards 47 millions en chiffres ronds. Si la même augmentation était hiérarchisée, il faudrait 12 milliards 95 millions, c'est-à-dire plus du double. Ainsi, la hiérarchie, à elle seule, coûte plus que ce qu'on donne à l'ensemble des cheminots. Cela ne vous dit rien ? La dernière augmentation, qui équivalait aux 5 % accordés au secteur privé, donne 750 fr. à l'échelle 1 et un peu plus de 3.000 fr. au sommet (éch. 19). Elle coûte par an, 6 milliards 825 millions. Si cette somme avait été uniformément

partagée, chaque cheminot aurait reçu environ 1.400 fr., soit, pour les basses échelles, le double. Or, 3.000 fr. pour ceux qui gagnent déjà de 45.000 à 150.000 fr., ça passe inaperçu. Mais 1.400 fr. pour ceux qui gagnent de 13.000 à 19.000 fr. ça compte, ça se sent dans le budget mensuel. D'où il ressort que ceux qui défendent la hiérarchie des augmentations se moquent des malheureux.

Un cheminot de l'échelle 2 gagne environ 12 fois plus qu'en 1939, tandis que celui de l'échelle 18 gagne 16 fois

plus. Le coût de la vie a augmenté depuis 1939, suivant les diverses estimations des économistes, qui ne sont jamais d'accord de 22 à 27 fois. Si donc les cadres de la S.N.C.F. peuvent prétendre que leurs salaires ne sont pas au coefficient de 1939, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont été quelque peu favorisés et que la hiérarchie à la S.N.C.F. n'a pas été écrasée, mais développée. Ce que nous avons toujours dénoncé.

Ce qui est valable pour la corporation des cheminots l'est pour toutes les autres.

Il faut prêter une attention particulière au fait que le salaire moyen S.N.C.F. est de 22.000 fr., c'est-à-dire relativement élevé par rapport aux salaires des basses échelles, la majorité des cheminots étant comprise dans ces dernières (1 à 9) et le total des agents compris dans les échelles 10 à 19 n'étant que de 64.796, il faut bien que les salaires de ces dernières échelles soient élevés pour que le salaire moyen atteigne 22.000 fr.

Nous ne cessons de répéter que la hiérarchie des augmentations c'est la misère entretenue sciemment, volontairement. De la part de ceux qui se font les champions des revendications ouvrières et de l'émancipation du prolétariat, c'est tout simplement la plus grande des trahisons.

Et cela vaut pour Force Ouvrière comme pour tous ceux qui défendent « une certaine hiérarchie des salaires ».

Fernand ROBERT.

Pour que vive le « Libertaire »

C. C. P. 5561-76 Joulin

## Éducateurs ou fonctionnaires ?

**D**EVANT l'émotion suscitée par la proposition de réduction massive des crédits de l'Éducation Nationale, quelles ont été, en fait, les réactions des membres de l'Enseignement et celles du gouvernement, d'autre part ?

La presse rapporte que Jouhaux, à la tête d'une délégation de la Fédération de l'Éducation Nationale (F.O.), a été reçu par le président du Conseil, M. Bidault, au sujet de « l'émotion très vive de la classe ouvrière, devant les menaces actuelles à l'égard des crédits de l'Éducation Nationale », a assuré la délégation qu'il tiendrait compte des observations qui lui étaient présentées.

Par ailleurs, Ragan, de l'U.G.F.F. (C. G.T.) a convoqué une conférence de presse pour « protester » etc... De même, le Conseil de la Fédération des Fonctionnaires C.F.T.C. a souligné « l'inefficacité de toute mesure d'économie effective dans les services publics qui ne serait pas basée sur une véritable réforme administrative, tenant compte des responsabilités de l'État et à laquelle des comités techniques paritaires ne seraient pas associés ».

Enfin, et dans un autre esprit, la Commission d'Études Pédagogiques de l'Institut de Culture Ouvrière demande « que notre pays fasse un effort financier tout particulier pour assurer une véritable culture à l'ensemble des enfants du peuple, au lieu de s'employer à produire des moyens de destruction ».

Le ministre lui, a « expliqué » au cours d'un banquet, qu'il ne s'agissait que d'une réduction de un milliard-virgule deux et non de 12 milliards ! Alors, que chacun sache que c'est de 7 milliards qu'il s'agit et qu'il n'a jamais été question de 12 milliards...

Nulle part il n'est question d'organiser la défense active des intérêts de nos enfants, car c'est bien eux qui sont en cause, et c'est bien eux que l'on oublie. Il est vrai qu'il est déjà bien tard, car dès la publication des décrets, l'action deviendra bien moins efficace. Il est tard d'un autre point de vue aussi : ce n'est pas seulement depuis un mois que l'éducation est en danger en France, mais bien depuis un certain nombre de décades. Et ce ne sont pas les raisons d'aguer qui ont manqué. En ce mois de mai, début de la période des examens, où en sommes-nous ?

Écoliers comme étudiants se plongent dans la fiévreuse inquisition des énormes programmes, aussi arbitraires que chargés, qui permet de « réussir » à des examens, que tous les spécialistes s'accordent à condamner. (Voir l'étude de Henri Wallon sur la Docimologie). Instituteurs et professeurs, se préparent à « corriger » des piles de copies à une cadence de travail à la chaîne. Les nerfs se tendent. Les élèves et leurs professeurs s'épuisent. L'ambiance familiale et scolaire s'en ressent.

On a pu nous reprocher notre attitude extrémiste. Elle se justifie par la prise de conscience de la gravité réelle de la situation (1). Le scandale ne doit plus durer une seule année scolaire. Le sort de milliers de jeunes est en jeu, et ces jeunes, ce sont vos enfants. Déclenchons une grève constructive. Imposons un système basé sur la coopération des parents, des éducateurs et des élèves. Il faut nous organiser pour nous occuper nous-mêmes de nos propres affaires. Que faire ? Ce qu'on fait, par exemple, les parents d'élèves de Lyon qui ont organisé une grève de la scolarité, à 85 pour 100 d'écoliers grévistes. Ce mouvement, qui date déjà du 29 avril, n'a pas eu de suite. Mais il pourrait en avoir. Les associations de parents d'élèves énergiques ne demanderont pas mieux que de suivre un mouvement général de protestations réunissant institu-

teurs, éducateurs, professeurs, psychologues scolaires, conseillers d'Orientation Professionnelle, écoliers, apprentis et étudiants. Déjà le Cartel des Hautes Ecoles s'est prononcé en faveur d'une grève générale.

Éducateurs ou Fonctionnaires ? Ce n'est pas aux bonzes syndicaux qu'il appartient de donner la réponse, mais à vous tous, camarades instituteurs.

Charles DEVANÇON.

Pour coordonner cette action, écrivons. Nous rappelons que cette rubrique du « Lib » est ouverte à tous articles ou informations ayant un caractère professionnel et revendicatif.

Écrire : Commission de l'Éducation F.A., 2<sup>e</sup> Région, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

(1) Sait-on que 130.000 enfants du milieu populaire, sont menacés d'être privés du bénéfice d'une véritable formation professionnelle ? (Motion I.C.O., 30 avril 1950.)

## A propos de l'esperanto...

Depuis trente ans et plus, toutes les publications pacifistes, révolutionnaires ou même simplement progressistes publient des articles en faveur de l'Esperanto. Rien de plus normal si l'on considère qu'une langue commune à tous les hommes aiderait puissamment à la disparition de mythes patriotiques et que même appliquée à l'échelle restreinte des seuls militants, elle permettrait au mouvement ouvrier international une organisation homogène et vraiment mondiale. Tous les pacifistes conscients sont d'accord sur ce sujet. La question n'est pas là. Il convient cependant de constater que si l'Esperanto est en voie de progression, sa propagation n'est pas aussi rapide qu'on pourrait le souhaiter. Il ne saurait guère en être autrement. Bon nombre de petits malins attendent pour

apprendre l'Esperanto « que tout le monde le parle ». Ce sont (qu'ils disent) des hommes pratiques, des débrouillards et des petits-futés-à-qui-on-ne-la-fait-pas. C'est à l'heure où nous les connaissons tous. Ce sont ceux qui jugent inutile de faire la grève puisqu'ils bénéficieraient malgré tout des augmentations de salaires éventuellement acquises. Ils sont fiers de leur bon sens (bien français, etc...).

Où. Mais il y a aussi ceux qui (comme toi, sans doute) lisent les articles favorables à l'Esperanto, les approuvent du fond du cœur, sont prêts à faire « bravo, bravo » mais qui jamais, au grand jamais, ne songeront à apprendre la langue internationale. Voyons ! vous voulez rire ? A mon âge ! Pas le temps ! on est sympathisant. Et c'est très bien comme ça.

Seulement voilà : les sympathisants n'ont jamais servi à rien. On est sympathisant de la paix, mais au premier coup de clairon, on met la fleur au fusil et on y court. On est sympathisant du progrès social, mais au lieu d'agir et de revendiquer, on en parle en manquant des petits froufrous chez les cousins d'Argenteuil. On est sympathisant de l'objectif de conscience, mais on considère les objectifs comme de petits rigolos. On veut bien que tous les peuples se comprennent mais on préférerait qu'ils apprennent le français (qui au 17<sup>e</sup> siècle, ma chère, etc...).

Parce que, moi, pas le temps !...

Alors ?  
Alors ça continuera. On lira cet article (ce n'est déjà pas si mal, hein ?) on pensera peut-être que j'ai raison. Mais le service de librairie du « Lib » n'en vendra pas plus de grammaires espérantistes ni de brochures de documentation... A moins évidemment que certains comprennent que le devoir d'un révolutionnaire est d'être un pionnier sur toutes les routes qui conduisent à sa libération. Un pionnier étant défini (entre autres distinctions) comme un homme pour qui la lecture du « Libertaire » n'est pas un moyen pour épater les philistins dans le métro, mais une source d'information, de culture et d'action.

Roger BOURNAZEL.

## C. N. T.

FORD-POISSY. — Nous demandons à tous les camarades sympathisants de bien vouloir se joindre à nous en vue d'effectuer l'action syndicale. S'adresser à R. Spelmann, Département 2610, Rectif.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-9

Après avoir lu  
ce journal  
FAITES-LE CIRCULER !  
Merci  
MONTLUC